

## Agirc-Arrco : 100 000 pensions suspendues à tort en 2026, vérifiez d'urgence votre relevé de carrière

En 2025-2026, une pension de retraite sur neuf comporte une erreur et 100 000 dossiers Agirc-Arrco sont réexaminés. Comment savoir si votre relevé ou vos versements sont concernés ?



Erreurs de pension retraite 2025-2026 : 1 dossier sur 9, pourquoi vérifier

Votre pension vous paraît trop basse ou un versement a sauté sans prévenir ? Les chiffres récents incitent à lever le doute. "En 2025, une prestation de retraite sur 9 attribuée à d'anciens salariés comporte une erreur financière, contre une sur 10 en 2024", constate la Cour des comptes, citée par Capital. Dans le même temps, près de **100 000** pensions complémentaires **Agirc-Arrco** ont été suspendues à tort depuis janvier 2026. La plupart des erreurs jouent contre le retraité.

Pourquoi autant de ratés ? Moins de contrôles humains, failles des logiciels après réformes, données qui se perdent entre Urssaf, France Travail, CAF, CPAM et caisses. "Ce sont des fichiers transmis par de multiples acteurs, l'employeur, l'Urssaf, Pôle emploi, la CAF, la CPAM... tout ça pendant 40 à 50 ans, tout ça sur des systèmes informatiques qui ont évolué et ont migré", rappelle Valérie Batigne, fondatrice et présidente de Sapiendo. Reste la vraie question. Êtes-vous concerné ?

### Êtes-vous concerné par une erreur ou par le bug Agirc-Arrco ?

Le risque touche tout le monde, surtout en cas de carrière hachée, d'employeurs multiples, de périodes de chômage, maladie ou maternité. Côté complémentaire, deux profils dominant dans les dossiers **Agirc-Arrco** réexaminés : retraités résidant à l'étranger (certificat de vie) et bénéficiaires d'une pension de réversion. Fin avril,

35 000 dossiers déjà analysés ont conduit à 20 000 rétablissements ; le régime a provisionné 300 M€ pour les arriérés, sur un total pouvant atteindre **850 M€** . Mieux vaut vérifier vite.

Un exemple parle vite. Trois mois après sa liquidation, Jean-Pierre, 64 ans, a découvert quatre trimestres manquants : **45 € par mois** en moins, soit **540 € par an** . Après envoi de ses fiches de paie de 1998 via la messagerie sécurisée de la Cnav, la correction a pris trois mois. Résultat, rattrapage de 1 620 € et pension ajustée. Sans comparaison relevé/bulletins, l'erreur serait restée invisible.

## Vérifier votre relevé de carrière et vos paiements, étape par étape

Pour la retraite de base, ouvrez votre relevé sur **lassuranceretraite.fr** via FranceConnect ou Ameli. Dans "Mes droits" puis "Corriger ma carrière", contrôlez chaque année : trimestres, salaires, chômage, maladie, service national, majorations pour enfants. Comparez avec vos bulletins et attestations ; un trou ou un salaire sous-évalué se repère vite. Déclarez l'anomalie en joignant les pièces scannées. La caisse dispose de **4 mois** pour répondre et la correction est possible dès **55 ans** .

Pour la complémentaire, passez au peigne fin vos relevés bancaires 2025-2026 et votre espace personnel **Agirc-Arrco** : mois sans virement, alerte "certificat de vie", courrier resté sans suite. Mettez à jour adresse et état civil, et appelez le 0 970 660 660 (service gratuit) si besoin. Les pensions de réversion exigent souvent une preuve de non-remariage. En cas d'erreur avérée, un **rattrapage rétroactif** est enclenché par le régime.

## Erreur détectée : comment se passe le rattrapage et qui contacter ?

Erreur confirmée, la caisse recalcule la pension à la date de liquidation et verse les arriérés dus depuis cette date. La demande se fait en ligne (messagerie sécurisée) ou par courrier, avec pièce d'identité, **RIB** , bulletins de salaire, attestations employeur, justificatifs chômage ou maladie, et pour l'étranger le certificat de vie. Suivez l'instruction depuis votre espace, répondez aux compléments, conservez chaque accusé de réception. En cas de blocage, relancez par écrit.

Si la réponse tarde, sollicitez un rendez-vous en agence pour fluidifier la preuve manquante. Les retraités payés en-dessous de leurs droits récupèrent ensuite la différence via un virement d'arrérages, puis une pension corrigée. Pour les suspensions complémentaires, le rétablissement intervient après contrôle des pièces et mise à jour du dossier. Selon les caisses, comptez de quelques semaines à quelques mois. Un réflexe simple, répété, évite des pertes qui s'accumulent.